



Les femmes au travail

Le recul des disparités entre les sexes ne se traduit pas par des chances égales

Janet G. Stotsky

UNE des évolutions les plus remarquables du XX^e siècle est l'entrée des femmes dans la sphère économique et politique, auparavant presque exclusivement l'apanage des hommes. Néanmoins, les femmes restent à la traîne dans le monde du travail et les administrations publiques. Ce retard s'observe partout, mais surtout dans les pays en développement. Jusqu'à présent, les domaines où les disparités ont été le plus réduites sont l'éducation et la santé, tandis que les avancées les plus lentes concernent l'influence économique et politique des femmes. Nombre de chercheurs renommés, de grandes institutions et d'entreprises mondiales et de plus en plus d'organisations non gouvernementales soulignent l'intérêt de continuer à réduire les inégalités entre les sexes afin de permettre aux femmes de réaliser tout leur potentiel dans la vie économique et citoyenne.

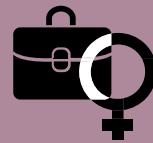
Du beau travail

Ce numéro de *F&D* se penche sur la place des femmes dans le monde du travail. Il analyse différents aspects de la question — les progrès en matière d'opportunités d'emploi et d'accès aux postes clés, et les obstacles encore à surmonter pour parvenir à une véritable égalité.

Dans «Différences de points de vue», Ann Mari May montre comment l'augmentation du pourcentage de femmes travaillant dans les disciplines économiques pourrait infléchir les points de vue de la profession sur certaines questions. Selon une enquête menée auprès d'un échantillon aléatoire d'hommes et de femmes membres de l'American Economic Association ayant fait des études doctorales aux États-Unis, même si ces économistes partagent certains points de vue sur les méthodes et les principes économiques, les femmes sont beaucoup plus souvent favorables à une intervention de l'État pour assurer une distribution du revenu plus égale aux

États-Unis et pour moduler les autorisations d'importation en fonction des conditions de travail dans les entreprises étrangères. Ces résultats concordent avec ceux d'autres études montrant qu'au sein de la population, les femmes défendent davantage l'idée d'aider les personnes pauvres, au chômage ou malades.

Dans «Les femmes aux commandes», Rohini Pande et Petia Topalova s'intéressent à la représentation sensiblement plus faible des femmes dans les hautes fonctions politiques et avancent des solutions pour accroître les aspirations des femmes et leur participation à la vie politique. Elles relèvent que de nombreux pays ont cherché, non sans controverse, à accroître la représentation féminine dans les hautes instances politiques en instituant des quotas en matière de participation politique des femmes. C'est notamment le cas en Inde, où, en application d'un amendement à la Constitution adopté en 1993, un tiers des sièges à tous les niveaux de l'administration sont réservés aux femmes. Les auteurs ont réalisé une enquête auprès d'un échantillon aléatoire de ménages dans l'État du Bengale occidental, en Inde, et ont constaté que le fait d'être en contact de façon répétée avec des dirigeants femmes à l'échelon local améliorait radicalement la perception que les électeurs avaient de leur efficacité. Du fait des quotas, les femmes étaient mieux armées pour se présenter aux élections locales dans les villages où le poste de chef du conseil avait été réservé aux femmes, mais ne l'était plus, et l'on pouvait donc penser que le vote des électeurs était susceptible de changer s'ils percevaient différemment la capacité des femmes à diriger. Leur troisième constat était que la présence de femmes dirigeantes augmentait les aspirations des parents pour leurs filles sans diminuer les ambitions qu'ils avaient pour leurs fils. Les aspirations des filles étaient plus élevées aussi; elles avaient plus tendance à vouloir faire carrière et à se marier plus tard.



Dans «Prêtes à s'épanouir?», Mark Blackden et Mary Hallward-Driemeier montrent combien l'esprit d'entreprise est important pour permettre aux femmes d'Afrique subsaharienne de développer leurs propres entreprises, et exposent les facteurs qui font encore obstacle à leur réussite économique. Ils se fondent sur deux études de la Banque mondiale qui indiquent que les écarts entre les sexes en matière d'opportunités économiques découlent moins du fait que les femmes travaillent ou non que des différences dans les types d'activités des femmes et des hommes. Les Africaines ont plus de chances de travailler et créent plus souvent des entreprises dans des activités non agricoles que les femmes des autres régions en développement. Mais elles sont proportionnellement bien plus nombreuses que les hommes africains à travailler dans le secteur informel, dans des entreprises de plus petite taille et dans des secteurs traditionnellement féminins qui génèrent en général moins de gains. Les auteurs concluent que, pour améliorer les opportunités économiques des femmes, il faut leur permettre d'accéder à des activités plus rentables.

Dans «Relations à Wall Street», Lily Fang souligne la lenteur des progrès des femmes dans le milieu des affaires, qu'elle attribue au fait que les relations sociales avantagent plus les hommes que les femmes. Les femmes analystes à Wall Street ont plus de chances que les hommes d'être diplômées d'une université prestigieuse, possèdent d'aussi bonnes relations pour ce qui est des liens avec d'anciens camarades d'université occupant des postes élevés dans les entreprises qu'elles couvrent et ont autant de chances de figurer parmi les stars de Wall Street. Mais, lorsque l'on mesure leurs performances, l'exactitude des prévisions compte pour beaucoup tandis que les relations ne sont pas prises en compte, alors que c'est l'inverse pour les hommes. Fang conclut que, alors même que les femmes se montrent de plus en plus compétentes dans leur travail, elles restent confrontées à des obstacles subjectifs très lents à faire tomber pour accéder aux postes les plus élevés.

Il y a encore bien loin jusqu'à l'égalité

Ces articles portent à croire que les disparités entre les sexes tendent à se réduire dans la sphère économique et politique, mais montrent qu'il y a encore loin jusqu'à l'égalité. Ces études sont utiles pour élaborer des mesures permettant d'exploiter pleinement le potentiel des femmes.

L'influence croissante des femmes économistes pourrait contribuer à infléchir la politique publique vers un maintien, voire un renforcement, du rôle de l'État en matière de réglementation

des activités des entreprises, de redistribution du revenu par des mesures budgétaires et de protection sociale des plus défavorisés. Malgré le succès de l'expérience indienne, les femmes ont encore souvent peu voix au chapitre sur le plan politique. Le pourcentage de sièges détenus par des femmes dans les parlements nationaux reste inférieur à 20 % globalement et demeure très faible au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, région qui évolue aujourd'hui dans le sens d'une plus grande représentativité des gouvernements. Néanmoins, certains problèmes fondamentaux ne sont pas résolus. Par exemple, la relation entre les inégalités hommes-femmes et la croissance ne serait pas aussi franche que ne l'avaient laissé penser les précédentes analyses, et elle mérite de plus amples investigations (par exemple Duflo, 2012).

Les conseils que les institutions financières internationales dispensent en matière de surveillance et d'assistance technique et les conditions qu'elles posent aux prêts peuvent faire mieux comprendre les bénéfices d'une élimination des inégalités entre les sexes (voir «L'autonomisation des femmes, un atout pour l'économie», *F&D*, mars 2012). Ces institutions peuvent apporter un appui de multiples manières, en fournissant une aide à la réforme de la législation fiscale et financière afin de garantir aux femmes les mêmes droits que les hommes, en aidant à concevoir un système de protection sociale qui prenne en compte la plus grande pauvreté des ménages dont le chef de famille est une femme — conséquence, entre autres, du manque relatif d'opportunités d'emploi dont elles pâtissent — ou simplement en veillant à ce que les femmes puissent s'exprimer (voir «Un budget qui se soucie des femmes», *F&D*, juin 2007).

Ce numéro spécial de *F&D* propose également, dans la rubrique «Entre nous», un billet de la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde — l'une des femmes les plus puissantes du monde, selon le magazine *Forbes* — sur les femmes et le monde du travail, ainsi que de courts entretiens avec des personnalités féminines de l'économie et des affaires des quatre coins du monde, qui nous parlent des clés de leur réussite. ■

Janet G. Stotsky est conseillère au Bureau du budget et de la planification du FMI; elle travaille sur les aspects économiques de la problématique hommes-femmes depuis le milieu des années 90.

Bibliographie :

Duflo, Esther, 2012, «Women Empowerment and Economic Development», *Journal of Economic Literature*, Vol. 50, No. 4, p. 1051-79.